

Pas d'argent pour la statistique publique + délocalisation = statistiques au rabais et agents sacrifiés!

La direction négocie les moyens du projet de délocalisation avec le ministère?

Depuis le mél envoyé aux personnels de l'Insee par le directeur général fin janvier, aucune nouvelle. « Bonnes nouvelles » ? Non, mais de nombreux indices montrent que le projet a du plomb dans l'aile.

- Le projet de délocalisation a soi-disant été accepté par le gouvernement, mais il est impossible d'avoir la lettre de mission envoyée aux ministères concernés ;
- Aux ministères de la Santé et du Travail, aucune information n'a été donnée aux agents concernés. Alors que de nombreux agents de ces ministères sont concernés par le rapport Cotis Duport ;
- Au Meeddat, le secrétariat général du SSM refuse d'envisager la délocalisation d'agents, même vers Orléans.
- La direction qui s'était engagée à fournir un minimum d'informations sur l'avancée de sa négociation avec le ministère a convoqué une réunion le 3 mars dernier pour... ne rien annoncer du tout, si ce n'est un discours peu rassurant sur le thème: "notre position de négociation est bonne, faites-nous confiance".

Un coût prohibitif dans le contexte

Alors que des millions de salariés défilent dans les rues pour protester contre les conséquences de la crise économique -licenciements, faiblesse des salaires, service public au rabais- le gouvernement osera-t-il débourser les 200 millions d'€ demandés dans le rapport Cotis Duport ? Nous pensons que cela serait irresponsable !

Les enquêteurs de l'Insee en mouvement depuis début mars

La direction a annoncé en février dernier aux représentants des enquêteurs que la délocalisation était en route et que le centre d'appel téléphonique serait mis en place. Le réseau d'enquêteurs, vacataires de l'Insee, a déjà subi une refonte de l'échantillon du recensement et de l'enquête emploi, qui va coûter leur emploi à plusieurs dizaines d'entre eux.

La direction s'était pourtant engagée à pratiquer un plan d'accompagnement pour ces enquêteurs. Mais elle ne souhaite pas dégager de moyens financiers, même pour assurer le financement de formations pour leur reconversion. En tant que vacataires l'Insee ne cotise à aucun organisme de formation continue pour eux et ils n'y ont donc pas droit, même s'ils ont travaillé depuis plus de 10 ans pour l'Insee !

Les enquêteurs ne voient donc pas comment la promesse d'aide pour la perte de leur travail serait plus assurée dans cette nouvelle restructuration.

Pour exprimer leur refus de ce projet ils font des retenues informatiques sur les enquêtes téléphoniques : Emploi, Camme, bientôt Loyers et charges...

Oui, il est encore temps de se battre contre le projet de délocalisation !

Le 26 mars la direction organise un séminaire au des cadres dirigeants de l'Insee sur le projet de Moyen Terme. Ce dernier intègre complètement les propositions du rapport Cotis-Duport : une fois intégrée cette contrainte on voit mal quels autres projets pourraient être menés, vu les contraintes de moyens tant en effectifs que budgétaires. **Le personnel aussi doit se faire entendre ce même jour : les actions doivent être décidées lors des AG, des rassemblements avec médiatisations doivent montrer à l'Insee et au gouvernement que nous ne laisserons pas casser la statistique publique !**

Paris le 23 mars 2009